

Montréal. En effet, on nous affirme qu'il y a à Montréal des assurances mutuelles qui ne font payer que 12½c. par \$100 pour trois ans pour les maisons privées, et que les assurances régulières ne font payer pour la même classe de risques que 50c. par \$100 pour trois ans. A Québec le minimum est de 45c. par année, ou 90 pour trois ans. Près du double.

Notre tableau des incendies de l'année indique une perte totale de \$52,511 en y comprenant l'incendie de l'Asile de Beaufort qui est en dehors de la ville. Nous l'avons ajouté à notre liste parce que ce sont les pompiers de Québec qui ont sauvé cette propriété de la destruction et que, sans eux, les compagnies auraient à déplorer une perte énorme. C'est une dette de plus pour elles à l'égard de notre ville.

En déduisant du total ci-dessus les \$10,867 que les compagnies ont perdus dans ce commencement d'incendie, on constate que le total de leurs pertes à Québec de mai 1895 à mai 1896 n'est que de \$41,645, soit \$10,000 à \$11,000 de moins que les deux années précédentes. Or, nous soumettons que \$40,000 de pertes dans une année, ce n'est rien pour une ville de la proportion de Québec. Les assureurs perdent souvent plus que cela en une seule journée, témoin les incendies qui viennent encore de se produire à Toronto chez Kendrick, et chez Cassidy à Montréal.

Par comparaison avec la période antérieure au nouvel aqueduc, le risque des compagnies d'assurance est tombé de 80%. Voici, à l'appui de cette affirmation, des statistiques que nous avons nous-même recueillies l'an dernier et qui sont restées irréfutables et irréfutées.

| ANNEES | SOMMAGES<br>ÉTABLIS |                 |
|--------|---------------------|-----------------|
| 1881   | \$1,607,795         |                 |
| 1882   | 338,300             |                 |
| 1883   | 172,952             | Avant le nouvel |
| 1884   | 26,597              | aqueduc         |
|        | \$2,145,644         |                 |

Moyenne annuelle.....\$538,411

|      |            |                  |
|------|------------|------------------|
| 1885 | \$ 115,943 |                  |
| 1886 | 13,967     |                  |
| 1887 | 75,760     | Avant l'annexion |
| 1888 | 31,637     | de St-Sauveur.   |
| 1889 | 34,115     |                  |
|      | \$271,422  |                  |

Moyenne annuelle.....\$54,285

|      |           |                      |
|------|-----------|----------------------|
| 1890 | \$ 40,340 |                      |
| 1891 | 120,020   |                      |
| 1892 | 113,305   | Période pendant      |
| 1893 | 55,250    | laquelle l'organisa- |
| 1894 | 56,357    | tion contre les in-  |
| 1895 | 41,644    | cendies a été com-   |
|      | \$396,916 | plétée.              |

Moyenne annuelle.....\$66,152

Nous avons lieu d'espérer qu'avant longtemps le "combine" des assurances qui exploite ainsi notre ville sera forcé d'ouvrir les yeux. On nous dit déjà que quelques agents offrent des concessions notables aux assurés; si le fait est avéré, on peut dire que le "combine" est à l'eau.

Si la "Fire Underwriters" Association " voulait écouter notre humble conseil, elle s'amenderait loyalement d'elle-même avant qu'il soit trop tard. Autrement elle s'écroulera un de ces matins, les reins cassés.

## APRÈS LES LIQUIDATEURS, LES BANQUES

Le *Moniteur de Commerce* s'en prend cette fois à la Banque Nationale, une autre institution québécoise qui a le malheur de ne pas faire d'annonces dans les colonnes de notre confrère.

Il vient de décocher à l'adresse de la Banque Nationale un de ces articles perfides que naguère il réservait pour les liquidateurs québécois. *In cauda venenum*, dit le proverbe latin. On dit encore que la fin justifie les moyens; nous pouvons ajouter que, dans le cas qui nous occupe, la fin explique le commencement. En effet, le *Moniteur* a la maladresse de laisser percer son vilain dépit dans le paragraphe final de son article sur la Banque Nationale.

" Nous aurions voulu, dit-il, publier le détail du dernier rapport, malgré que nous n'en étions (fussions, confrère!) pas autorisé; malheureusement, l'espace nous fait défaut."

Voilà tout le mobile qui le fait piailler. Evidemment, le confrère manque d'espace, en hauteur et surtout en largeur. Malheur à ceux qui ne lui paient pas le tribut! C'est déjà bien laid, cette manière de rapetisser la discussion des affaires publiques aux bornes étroites de sa caisse; c'est encore pis de le laisser voir aussi naïvement.

Mais passons. On connaît notre opinion bien arrêtée sur la critique en matière de banques: c'est l'affaire des actionnaires seuls, et ces sortes de discussions ne devraient jamais dépasser l'enceinte des bureaux de la banque; elles sont déplacées dans les feuilles publiques.

Cette fois cependant, les explications que demande perfidement le *Moniteur* sont tellement à l'avantage de la Banque Nationale que nous n'avons aucune objection à en faire part à nos lecteurs. Notre confrère pose certaines questions, à la demande, dit-il, d'amis de Québec. Nous allons y répondre catégoriquement, à la lumière du rapport de la banque, qui est très complet et très lucide.

Disons d'abord que ces "amis de Québec" n'existent que dans l'imagination du *Moniteur*. Ce ne sont assurément pas des actionnaires de la banque. En effet, toutes les explications nécessaires ont été données en blanc et en noir par le président M. R. Audette et par le caissier M. Lafrance, à l'assemblée générale du 20 mai. Le rapport a été publié dans un nombre suffisant de journaux: en anglais dans le *Chronicle*, en français dans l'*Electeur* et l'*Evénement*, ainsi que dans la *Semaine Commerciale*, le seul journal de commerce publié à Québec. De plus, le rapport complet a été distribué dans l'une ou l'autre langue à tous les actionnaires. Tous les intéressés ont donc été amplement pourvus de tous les renseignements nécessaires. Les actionnaires de Québec qui désirent poser des questions n'ont pas besoin d'aller à Montréal, ils ont ici même quelqu'un pour leur répondre.

Le prétexte du *Moniteur* est donc fini à sa face même.

Comment se fait-il qu'il y ait eu des pertes encore assez considérables durant le dernier exercice? demande le *Moniteur*. Qu'on nous cite donc une banque qui ne fait pas de pertes. C'est une chose inévitable. On sait que la nouvelle direction avait hérité d'un certain montant de créances douteuses, dont le temps a nécessairement diminué encore la valeur.

" Comment est-il arrivé que l'actif immédiatement réalisable l'an dernier qui se chiffrait dans les neuf cent mille dollars ne dépasse pas beaucoup cette année les six cent mille dollars? " Le *Moniteur* dénature les chiffres à plaisir. Quand on se mêle de discuter les affaires, il faut être précis sur les chiffres. En 1895, l'actif dont il parle était de \$1,028,623.64; cette année il est de \$699,941.15, soit \$700,000 en chiffres ronds.

Si la critique du *Moniteur* est en fait de comprendre un rapport de banque, dans celui-ci une explication éclaire de cet écart, qui n'étonne que lui. En effet, deux lignes plus bas, il peut lire la mention:

Prêts courants, escomptes et avances au public... \$3,825,170

Ce qui veut dire en bon français qu'il a lieu de tenir ses fonds encaissés, la banque les fait fructifier. Le rapport de 1895 n'indiquait que \$3,193,433.04 de prêts courants, escomptes et avances au public. Cette année, il y en a eu pour une somme ronde de près de quatre millions de piastres. Le *Moniteur* est-il capable de discerner un actif productif d'un actif improductif? Lequel préfère-t-il à l'autre? L'actif que cherchait cet aveugle à l'aveugle...